

Editorial¹

Du n°16 de la revue *Exit !*, mai 2019

Si, comme ce n'est que trop possible, nous devons périr, faisons en sorte que nous ne périssons pas sans avoir existé. Les forces redoutables que nous avons à combattre s'apprêtent à nous écraser ; et certes elles peuvent nous empêcher d'exister pleinement, c'est-à-dire d'imprimer au monde la marque de notre volonté. Mais il est un domaine où elles sont impuissantes. Elles ne peuvent nous empêcher de travailler à concevoir clairement l'objet de nos efforts, afin que, si nous ne pouvons accomplir ce que nous voulons, nous l'ayons du moins voulu, et non pas désiré aveuglément ; et d'autre part notre faiblesse peut à la vérité nous empêcher de vaincre, mais non pas de comprendre la force qui nous écrase.

Simone Weil, *Oppression et liberté*, 1934²

« Celui qui ne veut pas parler du capitalisme devrait garder le silence à propos du fascisme ». Ce mot de Horkheimer est encore valable aujourd'hui et doit même être élargi : celui qui ne veut pas parler de la constitution fétichiste de la société de la valeur-dissociation, doit aussi se taire sur les luttes sociales. Il ne fait aucun doute que la « question sociale » se trouve de plus en plus au centre de l'attention, surtout dans le contexte de la victoire électorale de Donald Trump il y a deux ans. Nombreux sont celles et ceux qui, dans ce processus, ont critiqué le fait que la « classe ouvrière » n'avait plus pendant longtemps occupé une place centrale et qu'une classe moyenne de gauche s'était concentrée sur la « politique identitaire » et les « questions LBGT », raison pour laquelle les travailleuses et travailleurs auraient opté pour Trump. Ces critiques peuvent être justes dans la mesure où la bourgeoisie de gauche s'est, en fait, peu intéressée à la « sous-classe sociale », aux travailleurs pauvres, dont la misère est devenue indéniable depuis longtemps (les sans-abri, les retraités qui collectent des bouteilles font désormais partie du quotidien) et a aussi gagné la classe moyenne. Pourtant, ils se fourvoient, ceux qui prétendent que le racisme a sa véritable cause dans l'appauvrissement de ces dernières années, comme l'a souligné à plusieurs reprises la national-socialiste Sarah Wagenknecht. Ces critiques sont de la même teneur lorsqu'elles indiquent que la gauche devrait oublier les « questions d'identité » (et donc classer l'homophobie etc. comme une affaire mineure ou, pour le dire plus clairement, comme un « problème de luxe » moins important) pour enfin se recentrer sur la « question des travailleurs » ou la « question de classe »³. Par conséquent, on a récemment

1 Du numéro 16 de la revue *Exit ! - Krise und Kritik der Warengesellschaft* [Crise et critique de la société marchande]. Zu Klampen ! Verlag. A paraître en mai 2019.

2 Éditions Gallimard, 1955, 275 pp. Collection Espoir, Paris.

3 cf. entre autres Dowling, Emma; van Dyk, Silke; Graefe, Stefanie: Rückkehr des Hauptwiderspruchs? - Anmerkungen zur aktuellen Debatte um den Erfolg der Neuen Rechten und das Versagen der « Identitätspolitik » [Retour de la contradiction principale ? - Notes au sujet du débat actuel sur le succès de la nouvelle droite et l'échec de la « politique de l'identité »], in: *PROKLA – Zeitschrift für kritische Sozialwissenschaft* Nr. 188

reparlé de « classes » et de « question sociale », sans que l'émancipation sociale nécessaire ne soit reformulée à hauteur de l'époque *contre* les catégories réelles de la société de la valeur-dissociation ; le vieux vin est plutôt versé dans de nouveaux verres⁴. Il ne peut être non plus question d'un « retour » de la question sociale, puisqu'elle n'a jamais disparu et qu'une nouvelle pauvreté de masse s'installe avec force depuis des décennies⁵. Dans notre milieu, il a déjà été fait plusieurs fois référence à l'effondrement social menaçant et successif des classes moyennes ainsi qu'aux distorsions idéologiques correspondantes⁶. La crise continue de s'intensifier, ce qui signifie aussi qu'elle se manifeste de plus en plus dans les centres où elle n'effectue souvent qu'un « rattrapage » de ce qui est déjà pratiqué couramment dans la périphérie. On peut donc parler d'un « appauvrissement de rattrapage ». Depuis, les déséquilibres sociaux sont devenus évidents, mais sans rester incontestés non plus, comme le montrent les mouvements de protestation. Ainsi, les loyers sont de plus en plus inabornables ; un bon nombre de personnes doivent y consacrer une part importante de leurs revenus et on ne voit pas venir de fin à la « folie des loyers ». En définitive, les gens sont contraints de quitter leur appartement et emménager dans des appartements plus petits et rénovés, qui sont encore plus chers que les anciens non encore rénovés. En cas de besoin, une milice d'État peut « aider » au déménagement. Dans ce contexte, on exige un « droit humain au logement » et l'on revendique que les loyers soient abordables, que l'espace de vie ne soit pas laissé à la « spéculation », etc. Toutefois, toute mesure « bien intentionnée » finit par être victime de l'argument de la finançabilité, et même les « promesses » de créer *éventuellement* davantage de logements sociaux ne sont finalement réalisées que pour ceux qui peuvent se le permettre. Dans une telle situation, la réaction appropriée serait d'exiger que les biens matériels soient arrachés à la logique de la valorisation lorsqu'ils ne peuvent plus être mobilisés selon des critères capitalistes. Mais comme le capitalisme est basé sur le sacrifice humain⁷, l'*ultima ratio* est en fin de compte de mettre à la casse les biens matériels, de jeter le pain invendu à la poubelle, de laisser les appartements vides et de *criminaliser* tous ceux qui veulent s'y opposer pratiquement, par exemple, en occupant des maisons vides, ou en retournant dans des appartements dont on les avait expulsés. Plutôt que de s'attaquer à l'absurdité évidente du capitalisme, les gens sont déclarés facteurs de perturbation, et problème de sécurité. En cas de nécessité, des mesures de caractère dictatorial sont disponibles à tout moment. Quoi qu'il en soit, il n'y aura pas de pénurie de « chiens sanguinaires »⁸ ni de « bourreaux volontaires »⁹. La « démocratie combative »¹⁰ connaît le dicton : « aide-toi toi-même... ».

(Gesellschaftskritik und 150 Jahre Kritik der politischen Ökonomie) [PROKLA - magazine de science sociale critique n° 188 (Critique sociale et 150 ans de critique de l'économie politique)], Berlin 2017, 411–420.

4 Cf. à ce sujet la conférence de Roswitha Scholz au séminaire d'*Exit!* 2018, sur exit-online.org.

5 Cf. la contribution radiophonique de Robert Kurz en 2006 : <https://www.freie-radios.net/1431>.

6 Par exemple dans Roswitha Scholz, « Überflüssigsein und “Mittelschichtangst” – Das Phänomen der Exklusion und die soziale Stratifikation im Kapitalismus » [Être superflu ou la peur de la classe moyenne - Le phénomène de l'exclusion et de la stratification sociale dans le capitalisme], in *Exit! – Krise und Kritik der Warengesellschaft* Nr. 5, Bad Honnef, 2008, 58–104; et Robert Kurz, « Das letzte Stadium der Mittelklasse » (2004) [Le dernier stade de la classe moyenne (2004)], sur exit-online.org.

7 Rien ne montre cela plus clairement que la « politique climatique », cf. Tomasz Konicz, « Klimapolitischer Schwindel für Fortgeschrittene » [Mensonges de la politique climatique pour avertis], *Telepolis* du 04.11.2018, et, du même « Postkapitalismus ohne Verzicht » [Post-capitalisme sans renoncement], *Telepolis* du 11.08.2018.

8 Allusion à Gustav Noske, ministre de la guerre social-démocrate du gouvernement Scheidemann. En 1919, c'est sous ses ordres qu'est écrasée l'insurrection spartakiste et que sont assassinés Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Il déclara alors : « Il faut que quelqu'un fasse le chien sanguinaire : je n'ai pas peur des responsabilités » [N.d.T.].

9 Allusion au livre de Daniel Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler*, le seuil, 1997. [N.d.T.]

10 « Le système politique de la République fédérale d'Allemagne est appelé par la Cour constitutionnelle fédérale une démocratie combative, capable de se défendre. Il protège l'ordre fondamental démocratique et libre (FDGO). Il ne peut être abrogé légalement ou par des décisions majoritaires. Des actions préventives peuvent être prises contre

Le racisme déjà endémique s'intensifie encore quand on accuse les réfugiés d'être responsables de la pauvreté des personnes âgées et de la pénurie de logements, comme si la situation sociale avait été très bonne avant la « crise des réfugiés » (Hartz IV, travail temporaire, etc.), comme si la mère célibataire ou le retraité auraient été mieux lotis financièrement si les réfugiés n'étaient pas arrivés. Bien sûr, en cela les nazis « soucieux et concernés » de l'AfD posent la première pierre des pogroms. Au lieu de la solidarité se met en place la sélection raciste des humains. Le cas s'est déjà présenté à la « *Tafel Essen* »¹¹ début 2018, quand on a voulu distribuer de la nourriture uniquement aux « Allemands ». Il ne fait pas de doute que les besoins sont énormes, notamment chez les personnes issues de l'immigration et les réfugiés ; mais au lieu de pratiquer la solidarité en se mobilisant pour que tout le monde reçoive suffisamment, même en violant l'« idéalisme de l'échange » bourgeois en exigeant que rien ne soit jeté et qu'on s'approprie les marchandises non-vendues, la « pénurie » est restée un fait naturel indéboulonnable dans la conscience. Comme on pouvait s'y attendre, Wagenknecht a également défendu les *Tafel*. Il est vrai aussi que, de l'autre côté, la réaction de nombreux indignés était hypocrite, en particulier venant de ceux qui avaient été conjointement responsables des catastrophes antisociales (Agenda 2010 de la coalition rouge-vert, etc.). Mais Wagenknecht aussi, avec sa prétendue critique sociale, est hypocrite quand elle dit pouvoir affronter cette situation en montrant de la compréhension à l'égard de mesures racistes.

Les agitateurs d'inspiration fasciste ne veulent naturellement rien avoir à faire avec une critique fondamentale du capitalisme. Au lieu de cela, la misère qui ne peut plus être ignorée est récupérée de façon raciste, ce qui apparaît clairement dans l'aspiration à une « politique sociale » de l'aile nazie de l'AfD¹², qui a été envisagée lors du congrès de ce parti le 30 juin 2018 à Augsburg. Dans le discours de Björn Höcke, il est dit : « Pensons identité et solidarité en même temps, aussi et surtout dans un domaine politique central qui aura son importance dans l'avenir de ce pays, dans le domaine de la politique sociale avec les sous-domaines de la santé, des pensions et des soins. Pensons donc identité et solidarité ensemble et nous deviendrons alors le Parti du peuple, le seul parti populaire pertinent pour l'avenir de la République fédérale d'Allemagne. [Applaudissements] Je suis fermement convaincu, c'est là mon analyse de la situation en Allemagne, en Europe et dans le monde, je suis fermement convaincu que l'AfD restera le parti de la paix sociale (!) et qu'elle doit dans la conscience du peuple de ce pays entrer comme parti de la paix sociale. [Applaudissements] ».

Le « Parti de la paix sociale » ! Il fallait y penser. Ce à quoi cette « paix sociale » ressemble, le nazi de l'AfD Andreas Winhart en a donné un exemple lors d'un discours électoral en Bavière à l'automne 2018 : « Il y a un nombre incroyable de cas de VIH, ils existent en Afrique noire, on le sait. Mais il y a aussi la gale, Mesdames et Messieurs, nous connaissons à nouveau la tuberculose. J'aimerais savoir, si un Noir me force la bise (!) ou me tousse dessus dans le quartier, alors je dois savoir s'il est malade ou non, chers amis, et nous devons nous en assurer. Le 14 octobre, nous avons la chance d'envoyer l'AfD au Parlement bavarois, d'envoyer Mme Merkel à la retraite et de couler la flotte de Soros (!!)

personnes ou associations (partis, associations et organisations) anticonstitutionnelles avant qu'ils ne commettent des actes dirigés contre les FDGO » (https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mocratie_combative) [N.d.T.].

11 Les « Tafel » sont des associations allemandes qui récupèrent de la nourriture pour la redistribuer aux plus démunis. Ici il s'agit de celle de la ville d'Essen. [N.d.T.]

12 Concernant l'idéologie fasciste de Björn Höcke telle qu'elle a été déversée dans son livre (« Nie zweimal in denselben Fluss [Jamais deux fois dans le même fleuve] ») cf. Andreas Kemper: Björn Höckes faschistischer Fluss – Der völkische Machiavellismus des AfD-Politikers [Le fleuve fasciste de Björn Höcke - Le machiavélisme völkisch de l'homme politique AfD], in : *Graswurzelrevolution* 9/2018.

avec tous les canots de sauvetage dans la Méditerranée (!!!) [applaudissements] » (émission télé du 12.10.2018).

Cela devrait donc suffisamment montrer que ces « gauchistes » ou libéraux de gauche ont fondamentalement tort lorsqu'ils pensent qu'ils peuvent ignorer le racisme ou en faire une « contradiction secondaire » et qu'ils exigent que les situations sociales et les rapports de classe soient à nouveau mis en évidence, comme si le racisme et les situations sociales pouvaient être séparés les uns des autres ! Höcke et les siens indiquent clairement où le voyage nous mènera. De la chapelle « solidaire » pour les « pur-sang », et rien, aucune solidarité pour les autres, ceux qui ne correspondent pas à « l'identité nationale allemande », mais devront, de préférence, se noyer en silence en Méditerranée¹³.

Les conséquences de la crise se reflètent aussi régulièrement dans l'effondrement du système de santé. Les « programmes d'ajustement structurel » correspondants ont conduit à plusieurs reprises à l'écrasement de tous les soins médicaux lorsqu'ils ne pouvaient plus être « financés », comme on l'a vu, par exemple, en Grèce ces dernières années¹⁴. Ici aussi, la privatisation des hôpitaux, « l'économisation du système de santé », a conduit à la médecine à plusieurs vitesses et à la dite « crise des soins ». Bien sûr, on économise des frais de personnel, ce qui est démontré par le fait qu'il y a une pénurie permanente de personnel dans le secteur infirmier et social, que la journée de travail normale comprend d'innombrables heures supplémentaires qui ne peuvent être réduites, ainsi qu'une rémunération misérable. Il n'est donc pas étonnant qu'en raison des conditions de travail catastrophiques de moins en moins de personnes souhaitent exercer ces professions. L'état d'urgence des soins, selon les médias, a maintenant atteint un tel niveau qu'il constitue un *danger pour la santé*. Contre l'état d'urgence des soins la contestation s'est organisée, par des grèves et par la campagne « Les humains avant les profits ! - Halte à l'état d'urgence des soins » du parti *Die Linke*. Mais il n'est guère surprenant qu'ici, la crise des services de santé ne soit pas exprimée comme le résultat d'une crise fondamentale du capitalisme, mais attribuée à la privatisation et au néolibéralisme¹⁵. Revendiquer le refinancement et plus d'emplois passe à côté de l'essentiel. Il est certain que quelque chose pourrait être fait de façon immanente, par exemple en redistribuant diverses caisses, et que des luttes immanentes, telles que des grèves pour des salaires plus élevés et des heures de travail *supportables*, sont significatives et nécessaires. Toutefois, un tel refinancement et une telle redistribution souhaités ne peuvent fonctionner que tant que l'état des finances publiques le permet. La condition préalable est que l'Allemagne reste gagnante sur le marché mondial et donc compétitive (et l'énorme secteur des bas salaires en fait partie), mais tôt ou tard, cela sera de toute façon fini.

13 Il est très facile de prendre connaissance du niveau atteint par la brutalité raciste générale par exemple en lisant le journal *Die Zeit*, lorsqu'il y a été sérieusement discuté de l'opportunité de sauver les noyés en Méditerranée, cf. Tomasz Konicz : « Absaufen - Pro und Contra [Noyer - le pour et contre], *Telepolis* du 18.07.2018.

14 Cf. p.e. Das Gesundheitswesen in Griechenland [le système de santé en Grèce]: <https://www.freie-radios.net/63489>, et aussi : Tomasz Konicz : « Griechenland: Zu Tode gespart » [La Grèce : économisée à mort], *Telepolis* du 20.08.2018.

15 Cependant, la pratique inhumaine de la rationalisation médicale peut à juste titre invoquer l'idéologie du néolibéralisme. C'est ainsi que l'« idéologue en chef » du néolibéralisme Hayek écrivait déjà dans son ouvrage *The Constitution of Freedom of 1960* (Collected Writings Vol. 3) : « Cela peut sembler brutal, mais il est probablement dans l'intérêt de tous que dans un système libéral les personnes pleinement employables soient souvent soignées rapidement d'une maladie temporaire et sans danger au prix d'une certaine négligence à l'égard des aînés et des malades incurables. Dans les systèmes de médecine d'État, nous constatons généralement que ceux qui pourraient être rapidement rendus à leur activité doivent attendre longtemps, car les installations hospitalières sont utilisées par des gens qui ne feront plus jamais rien pour leurs semblables » (405 et suiv.).

La lutte sociale immanente et la lutte pour les « intérêts des travailleurs » atteignent cependant leur limite à la borne interne de la valorisation du capital et perdent leur sens au plus tard lorsque la production et la reproduction ne peuvent plus être représentées sous la forme de travail salarié et de production d'argent. Par conséquent, les conflits d'intérêts immanents du « point de vue des travailleurs » doivent être transcendés : il faut insister sur le fait que chacun a un droit matériel aux soins médicaux, au logement, à l'alimentation, etc., indépendamment de tout calcul financier qui calcule pour nous ce qui est encore possible et ce qui ne l'est pas. Robert Kurz écrivait : « L'universalité sociale d'un "intérêt" qui dépasserait réellement le système moderne de production de marchandises ne serait cependant possible que comme méta-intérêt, c'est-à-dire en tant que développement d'un intérêt *contre la forme capitaliste de l'intérêt lui-même* ; autrement dit, l'intérêt de ne plus avoir enfin à mener de "lutte des intérêts" éternelle et imposée par la concurrence bourgeoise, ce qui ne peut se faire que par *l'explosion de l'ordre social dominant dans ses fondations* » (Souligné par Thomas Meyer)¹⁶.

Ailleurs, Kurz écrit : « Quelles sont les possibilités de résistance face à cette grande tendance écrasante à la dé-civilisation ? Il semble qu'un lobbying limité, par des services sociaux affaiblis, ne soit plus suffisant. Il n'y a pas de déterminisme purement objectif de la crise et dans n'importe quelle situation, une marge de manœuvre immanente peut être utilisée pour "gagner quelque chose". Mais cela ne peut se faire que dans le contexte d'un vaste mouvement social capable de surmonter dans une certaine mesure la concurrence universelle et d'affirmer un ensemble de revendications, même si cela ne permet pas de surmonter la crise enracinée dans les contradictions systémiques du "travail abstrait" et de sa structure de dissociation de genre. *Pour qu'un tel mouvement devienne possible, une petite guerre tenace est également nécessaire dans la vie quotidienne contre la pensée social-darwinienne, sexiste, raciste et antisémite dans toutes ses variations.* En outre, le cours de la crise peut s'ouvrir à une nouvelle société si la résistance immanente trouve la perspective d'un autre mode de production et de vie au-delà du patriarcat producteur de marchandises et donc aussi au-delà de l'ancien socialisme d'État. *Cette ouverture n'est possible que par l'ouverture concomitante de l'horizon intellectuel à une nouvelle critique radicale de la société - au lieu de se laisser dévorer entièrement par le quotidien de la crise* »¹⁷ (Souligné par Thomas Meyer).

Cela contraste fortement avec ce que l'on appelle le débat sur le revenu de base inconditionnel (RBI)¹⁸. A l'origine, cette idée vient de Milton Friedman, comme on le sait, dans le but d'abolir toutes les autres prestations sociales. Si le RBI devait conduire à l'arrêt des mesures de répression sociale contre les chômeurs (Hartz-IV), une telle chose serait certainement à défendre. Mais là aussi, le critère de la viabilité financière et les limites fixées par la borne interne s'appliquent. De plus, le RBI ne serait probablement accessible qu'aux « citoyens nationaux », ce qui ne ferait qu'accroître la chasse à l'homme intérieure. Bien que certains partisans du RBI puissent avoir un soupçon du fait que la richesse produite est découplée du travail salarié et qu'une biographie professionnelle « réussie » est de plus en plus l'exception, le RBI peut également être interprété comme une forme de déni de crise : malgré le chômage de masse, la forme de l'argent doit rester la condition de l'existence humaine ; le revenu de base inconditionnel simulerait ainsi une société du travail sans travail où les « hipsters »

16 Robert Kurz: *Die Welt als Wille und Design – Postmoderne, Lifestyle-Linke und die Ästhetisierung der Krise [Le monde comme volonté et design - le postmodernisme, la gauche-lifestyle et l'esthétisation de la crise]*, Berlin 1999, 71.

17 Cf. l'essai « Unrentable Menschen [humains non-rentables] » de Robert Kurz de 2006, sur exit-online.org.

18 Cf. l'exposé du cercle de lecture exit! de Hambourg au séminaire d'exit! 2018, sur exit-online.org; et aussi la contribution radiophonique de Robert Kurz de 2006, sur: <https://www.freie-radios.net/13828>.

pourraient continuer à boire leur *bionade*¹⁹. Ainsi, tout pourrait rester comme avant. Il en va de même pour « l'argent citoyen ».

Comme nous l'avons souligné bien des fois dans cette revue, l'« État de droit démocratique » ne sait rien faire d'autre pendant la crise que réagir par des moyens répressifs aux catastrophes sociales et aux tendances à la barbarisation de la « société civile ». Cela s'est vu à maintes reprises dans l'histoire du capitalisme. Au plus tard depuis le 11 septembre 2001, on a pu observer une expansion massive de l'appareil sécuritaire dans les États capitalistes²⁰. En outre, au cours des dernières décennies, une véritable industrie carcérale s'est établie aux États-Unis - le « centre de la liberté occidentale ». La réponse aux perturbations sociales y consiste surtout dans l'enfermement ; ainsi, la majorité des prisonniers aux États-Unis sont détenus pour vol ou des délits liés à la drogue et non pas pour des crimes violents graves. Cependant, c'est précisément cette prétendue gravité des crimes que la propagande affirme toujours et que les agitateurs de la sécurité aiment souligner lorsqu'ils veulent « re-sécuriser » les rues en armant la police et en étendant son pouvoir²¹. On peut affirmer que depuis la fin des années 1970, la pratique pénale s'est éloignée du concept de « re-socialisation » et se concentre de plus en plus sur la punition et la « dissuasion »²². Dans les conditions de la crise, les mesures de re-socialisation telles que la (ré)insertion sur le marché du travail deviennent de moins en moins efficaces et il existe donc un danger que l'appareil de sécurité soit d'autant plus poussé à frapper sauvagement et dans tous les sens et que ses mesures répressives soient de moins en moins efficaces. En outre, la police elle-même devient à terme un problème de sécurité, comme en témoignent clairement les rapports sur la violence policière²³. En fin de compte, la police ne sera plus différente des milices terroristes, comme le montrent les appareils d'État barbarisés de la « périphérie ». Il n'est donc pas surprenant que l'État étende de plus en plus les pouvoirs des appareils répressifs (police, services secrets, etc.) et que la police ait été également réarmée fortement depuis des années sur le plan technique, c'est-à-dire sur le plan militaire²⁴. Oser plus de fascisme, c'est assurément le mot d'ordre ici ! Avec les nouvelles lois sur la police, qui ont été pratiquement mises en œuvre dans toute l'Allemagne en 2018 ou le seront bientôt, l'État policier a été établi, en partie avec des mesures connues jusqu'ici uniquement dans les dictatures²⁵. Une attention particulière est accordée à l'action

19 *Bionade* est une marque commerciale allemande de boissons bio fermentées non-alcoolisées et très « in ». [N.d.T.]

20 Bien entendu, l'appareil de sécurité a déjà été renforcé bien avant le 11/9. Déjà des années plus tôt, le durcissement des lois a été thématiquement par certains. L'excuse officielle pour renforcer les lois était souvent le « crime organisé », mais en règle générale, il s'agissait bien sûr de se donner des moyens contre les mouvements de protestation et l'opposition de gauche. Cf. par ex. Rolf Gössner : *Widerstand gegen die Staatsgewalt - Handbuch zur Verteidigung der Bürgerrechten* [Résistance contre l'appareil d'État - manuel pour la défense des droits citoyens], Hambourg 1988. Souvent les critiques étaient riches en arguments, mais limitées à la défense d'un idéal bourgeois ou libéral de gauche contre l'existant. Le caractère fondamental de la domination n'a en général pas été compris et la démocratie a été posée comme le contraire de l'ordre de domination du capitalisme.

21 Cf. Thomas Meyer « Überwachen und Strafen – Zum demokratischen Staatsterror in Zeiten des Neoliberalismus » [Surveiller et punir – sur le terrorisme d'État à l'époque du néolibéralisme], in: *Exit! – Krise und Kritik der Warengesellschaft* Nr. 14, Angermünde 2016, 331–341.

22 Cf.: Andreas Urban: *Es muss wieder gestraft werden – Zur Rückkehr des repressiven Strafrechts in der Krise der Arbeitsgesellschaft* [Il faut à nouveau punir – sur le retour du droit répressif au moment de la crise de la société du travail] (2018), auf exit-online.org.

23 Cf. par ex. Marcus Hammerschnitt: *Unter dem Stiefel – Zum Stand der Polizeigewalt in Deutschland* [Sous la botte – au sujet de l'état des forces de police en Allemagne], Telepolis du 12.05.2018.

24 Cf. par ex. Martin Kirsch: *Militarisierung der Polizei – Massive Aufrüstung im Namen der Terrorabwehr* [Militarisation de la police – réarmement massif au nom de l'anti-terrorisme], <https://www.imi-online.de/download/IMI-Studie2017-5-Polizei-web.pdf>.

25 On trouve une vue d'ensemble au sujet des lois policières chez Benjamin Derin in: *Konkret* 09/2018, ainsi que: *Drohende Gefahr – Neue Polizeigesetze & autoritäre Zuspitzung* [danger imminent - nouvelles lois policières],

préventive des milices d'État contre le « danger imminent », comme ils disent dans leur novlangue orwellienne. A quel moment s'agira-t-il d'une telle menace, c'est bien sûr à la police d'en décider. En Bavière, d'ailleurs, depuis août 2017 (peu après le G-20), les personnes dites « dangereuses » - celles qui, soulignons-le, n'ont *pas* commis de crime mais qui *pourraient peut-être – éventuellement* (!)- en commettre, peuvent être mises en « détention de protection » - la *Schutzhaft*, comme on l'appelait sous Hitler -, c'est-à-dire qu'elles peuvent être enfermées jusqu'à trois mois sans inculpation et sans jugement. Il n'est même pas nécessaire que soit *planifié* de manière démontrable un crime futur, c'est-à-dire qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait un « danger concret » réel pour qu'un « danger imminent » puisse être proclamé ! Après trois mois, le délai peut être prolongé par un juge (et on trouvera sans aucun doute des sbires juridiques disposés à le faire). Théoriquement, une personne « dangereuse » peut ainsi pourrir en prison sans limite de temps et sans avoir commis de crime ! Soit dit en passant, une telle « détention de protection » peut également être ordonnée en cas d'infraction administrative²⁶. D'ailleurs, les « personnes dangereuses » n'ont *pas* légalement droit à un avocat commis d'office. De plus, un tribunal n'est pas tenu de se conformer à la requête d'une personne concernée voulant déposer des preuves (qui pourraient la disculper)²⁷. C'est en fin de compte la logique de l'état d'urgence, qui est « normalisée » par le durcissement de ces lois ! Bien sûr, les premiers touchés par l'intensification des possibilités de la violence policière (qui en soi est déjà fascistoïde) sont les réfugiés²⁸. Mais cela ne concernera pas seulement les réfugiés, comme l'ont montré les représailles contre les syndicalistes et militants de gauche lors des journées du parti AfD à Nuremberg (9-10/06/2018) et peu après à Augsburg²⁹.

Il convient également de mentionner qu'une nouvelle loi sur la psychiatrie devait être adoptée en Bavière au printemps 2018, qui prévoyait l'enregistrement par la police des personnes qui ont été hospitalisées de force. Une fois que les personnes touchées ont été hospitalisées de force, elles doivent être traitées comme de grands criminels : sauvegarde des données, vérification du courrier, écoutes téléphoniques, etc.³⁰. Il est clair que les deux lois ne doivent pas être considérées séparément l'une de l'autre. Après tout, pour des raisons politiques, des « auteurs de troubles » ont été incarcérés de force à plusieurs reprises en psychiatrie, d'autant qu'il a été ouvertement déclaré que l'objectif de la loi était la « prévention du danger »³¹.

Mais la « résistance contre le pouvoir de l'État », comme on l'appelle si joliment, n'a pas toujours un arrière-plan social-critique et émancipateur, mais peut aussi faire partie d'une agitation fasciste qui est explicitement dirigée contre une certaine « civilité bourgeoise » encore existante (comme c'est le

<https://www.freie-radios.net/91695> und <http://www.autonomie-magazin.org/2018/05/21/die-neuen-polizei-gesetze-aus-aktivistischer-sicht/>.

26 Cf. Bayern führt die ›Unendlichkeitshaft‹ ein [La Bavière introduit l'incarcération éternelle], <https://www.freie-radios.net/84178>.

27 Cf. Keine Anwälte für Gefährder? - Neuigkeiten zum bay. PAG [Pas d'avocat pour les dangereux? - des nouvelles à propos de la loi des impératifs policiers], <https://www.freie-radios.net/88560>.

28 Cf. par ex. Ellwangen, Donauwörth, Deggendorf: »Gestern dachten wir noch, es könne nicht schlimmer werden. Heute wissen wir, dass es morgen noch viel schlimmer kommen kann.« [« Hier nous pensions que les choses ne pouvaient pas être pires. Aujourd'hui nous savons que demain elle peuvent empirer terriblement. »], <https://www.freie-radios.net/89225>.

29 <https://perspektive-online.net/2018/08/umgangsverbot-und-ueberwachung-gegen-linken-aktivisten/> und <https://nationalismusistkeinealternative.net/polizeiaufgabengesetz-duesseldorf-demo-augsburg/>. [

30 Finalement, et malgré beaucoup de polémiques, cette loi a été adoptée dans une version légèrement adoucie.

31 Vgl. Leander F. Badura: Psychiater auf den Barrikaden [Des psychiatres sur les barricades], in: *der Freitag* Nr. 17/2018.

cas par exemple pour les « citoyens du Reich »³²). La dite « alliance entre la populace et l'élite » (Arendt) agit comme un accélérateur de barbarie, comme l'ont montré les élections démocratiques de Bolsonaro, Duarte, etc. Il faut garder cela à l'esprit dans ce qui suit, afin de ne pas commettre l'erreur de voir une « dualité » fondamentale entre la population et l'appareil de la violence étatique, malgré toutes les critiques à l'égard des milices d'État.

Parmi les raisons qui expliquent le renforcement continu de l'État policier pourraient sans aucun doute être retenus les actes de folie meurtrière et les attentats terroristes. Mais si l'État réarme ses milices, c'est, en premier lieu, pour pouvoir étouffer dans l'œuf toute résistance sociale, comme l'ont montré le sommet du G20 et ses conséquences³³. Lorsque l'État d'urgence a été déclaré en France après l'attentat du 13 novembre 2015 à Paris, « en passant », des opposants de gauche ont été persécutés³⁴. L'état d'urgence a été reconduit plusieurs fois en France, devenant ainsi une institution permanente. Lorsque, « officiellement », l'état d'urgence a été levé, il a engendré une législation de sécurité renforcée - ce qui était prévisible³⁵. Comme auparavant, la démocratie donne d'elle-même naissance au fascisme. Adorno signifiait autrefois qu'il se préoccupait moins du fascisme *contre* la démocratie que du fascisme *dans* la démocratie³⁶. Au-delà d'Adorno, cependant, le *fascisme* doit être considéré *comme la continuation de la démocratie par d'autres moyens*. Cela devient clair lorsque l'on comprend que la démocratie a comme condition la soumission au mouvement de valorisation du capital et que, dans la crise, la fameuse démocratie est donc réduite à son noyau répressif. Qu'il faille faire deux euros à partir d'un et que les gens qui ne peuvent plus être utilisés pour le « boulot » (aussi misérable et insensé qu'il soit pour les « élus » qui deviennent de moins en moins nombreux) doivent crever aussi silencieusement que possible, ce ne sont pas des choses négociables démocratiquement. Tout dépend de la viabilité financière, et en fin de compte, la priorité est que l'État concerné s'affirme dans la concurrence mondiale.

La terreur policière démocratique a été, et est encore, massivement utilisée ces dernières années contre la résistance sociale. En Espagne et en Grèce, par exemple. En Grèce, cela va de soi, les maisons squattées sont évacuées. Cela se produit de manière particulièrement sévère lorsque des réfugiés sont logés dans ces squats. Si on est arrêté, il n'est pas exclu que l'on soit torturé par la suite - tout comme sous la dictature militaire. Toute résistance organisée contre la politique du pouvoir provoque une réaction de délire paranoïaque de l'ordre. Tout cela, bien sûr, également sous le

32 Les « Reichsbürger » sont des groupuscules nazis qui refusent l'existence de la RFA et prétendent à une continuité du Troisième Reich. Ils refusent la démocratie, soutiennent des thèses négationnistes et antisémites. C'est pourtant un mouvement plutôt hétérogène qui se compose de divers petits groupes et individus. (N.d.T.)

33 Cf. par ex.: Jakob Hayner: Institutionalisierte Irrsinn – Die medialen Reaktionen auf die Krawalle bei G20 in Hamburg [Non-sens institutionnalisé - les réactions médiatiques aux insurrections au moment du G20 à Hambourg], *Jungle World* du 13.07.2017 ; Birgit Gärtner: G-20: Der Rechtsstaat zeigt, was er kann [G20, l'État de droit montre ce qu'il sait faire], *Telepolis* vom 30.08.2017 ; la même.: G20: Fabio ist frei [Fabio est libre], *Telepolis* vom 27.11.2018 ainsi que « Der Polizeistaat ist in Teilen Realität » - Gespräch mit Lino Peters. Über Polizeikontrollen in Hamburg, willkürliche Ausübung des Rechts und psychologische Folgen von Gefängnisaufenthalten [« L'État policier est en partie réalisé » - entretien avec Lino Peters, au sujet de contrôles policiers à Hambourg, de l'utilisation arbitraire du droit et des séquelles psychologiques de séjours en prison], *Junge Welt* vom 29.09.2018 .

34 Par exemple pendant le sommet mondial sur le climat à Paris fin 2015, cf. par ex. « Terrorfrei » im Ausnahmezustand [« libéré du terrorisme » dans l'État d'exception], in: *Wildcat* Nr. 99, hiver 2015/16, 64–69.

35 Cf. Hans Georg Hermann: Gewöhnlicher Polizeistaat – Ein Jahr nach dem Bataclan-Attentat in Paris: Die französische Regierung hat das Leben im « Ausnahmezustand » zur Normalität gemacht [Un Etat policier habituel _ un an après l'attentat du Bataclan à Paris : le gouvernement français a normalisé la vie dans « l'état d'urgence »], *Junge Welt* vom 15.11.2016 ainsi que Thomas Pany: Frankreich: Parlament beschließt verschärftes Anti-Terrorgesetz [France : le parlement vote une loi antiterroriste renforcée.], *Telepolis* du 3.10.2017.

36 Cf. Theodor W. Adorno: Was bedeutet Aufarbeitung der Vergangenheit? [Que veut dire le travail du passé?], <https://www.youtube.com/watch?v=On1MiOaVPrQ>, ab ca. 3 min.

gouvernement « de gauche » de Syriza³⁷. En Espagne, les choses ne sont pas différentes. Aujourd'hui, n'importe qui peut être un « terroriste », même quelqu'un qui ne fait que troubler « l'ordre public », c'est-à-dire, clairement, déjà lorsque les gens occupent des maisons vides ou s'approprient des aliments invendus avec le projet de les distribuer publiquement. Il n'est donc pas étonnant que l'on parle d'un retour aux méthodes de Franco. La « loi bâillon » adoptée en 2015 abolit finalement la liberté d'expression et de manifestation. Cette loi prévoit des amendes allant jusqu'à 600 000 euros ! Bien qu'il s'agisse de restrictions constitutionnelles, elles ne sont considérées « que » comme des infractions administratives, c'est-à-dire qu'elles sont imposées directement par la police, et contournent ainsi la voie judiciaire³⁸. Le contexte est évidemment celui des nombreuses manifestations et occupations contre la politique d'austérité des dernières années. Lorsque le régime au pouvoir n'a plus d'« arguments », il sort le bâton. *Des milices d'État et une justice de terreur paranoïaque sont en fin de compte les dernières choses que les démocraties offriront aux populations.* En définitive, est « suspecte » toute personne qui conteste et veut l'exprimer pratiquement ou verbalement ou encore toute personne qui pourrait être liée à quelqu'un qui l'aurait peut-être fait. Le pas suivant consisterait alors à ce que des forcenés prennent la barre et ne fassent même plus semblant de préserver une certaine « civilité », et comme si les nombreux durcissements des lois n'étaient en fait appliqués que pour sauver le merveilleux « État de droit » (comme l'Allemagne aime à le souligner³⁹) ou pour « garantir la liberté et la sécurité des citoyens », comme le disait Rajoy au moment de la « loi bâillon ». *Ainsi ces forcenés à plein temps entrent ouvertement et sans ménagement dans la barbarie*, comme Duterte aux Philippines : sans plus attendre, il laissa abattre des toxicomanes (présumés) et se compara à Hitler : « Hitler massacra trois millions (!) de Juifs. Maintenant, il y a trois millions de drogués. [...] Je serais heureux de les massacrer (!) », bien sûr dans le but « de résoudre le problème de mon pays et de sauver la prochaine génération de la perte »⁴⁰. En effet, des milliers ont été liquidés. Au Brésil, cette folie continuera avec Bolsonaro, le psychopathe élu suivant. Il ressemble plus à Duterte qu'à Trump. Ressembler à ce dernier serait déjà assez funeste. « Bien sûr », Bolsonaro est misogyne et homophobe. Il sympathise ouvertement avec la dictature militaire et déclare que ce ne sont pas les élections qui changent quelque chose mais la guerre civile.

37 Cf. Ralf Dreis: Verarmungspolitik in Griechenland – Regierung, Massenmedien und Faschisten Hand in Hand [politique de l'appauvrissement en Grèce – média de masse et fascistes main dans la main], in: *Graswurzelrevolution* 12/2012; le même: Staatliche Kontinuität in Griechenland – Syriza lässt räumen und foltern [Continuité étatique en Grèce – Syriza fait expulser et torturer], in: *Graswurzelrevolution* 10/2016; le même: Die DNA des Staatsterrors – Sie hatte den ›falschen‹ Freund – 13 Jahre Knast – Ein Bericht aus Griechenland [L'ADN du terrorisme d'État – Elle avait le mauvais copain – 13 ans de taule – un rapport depuis la Grèce], in: *Graswurzelrevolution* 09/2017.

38 Ralf Streck: Meinungsfreiheit futsch und alles kann in Spanien nun Terrorismus sein [la liberté d'expression est détruite et tout maintenant peut être du terrorisme en Espagne], Telepolis du 1.07.2015. Au sujet de la « ley mordaza » c'est-à-dire de la « loi bâillon » par ex.: <https://www.freie-radios.net/87510>, ainsi que El Dorado: Spanien beerdigt Demonstrationsfreiheit [El Dorado : L'Espagne enterre le droit de manifester], freitag.de du 28.06.2015.

39 Le fétichisme du droit affirmant que « l'État de droit doit s'imposer » est encore formulé même lorsque des élèves sans défense sont « travaillés » par les milices d'Etat, par exemple en Bavière, lorsqu'un Afghan en instance d'expulsion a été traîné hors de l'école directement vers le « pays d'origine sûr » et que les milices d'Etat ont rencontré une certaine résistance, cf. <http://www.autonomie-magazin.org/2017/06/04/halo-i-bims-1-rechtsstaat-ueber-den-fetisch-der-rechtsstaatlichkeit-und-eine-geschichte-erfolgreichen-widerstands/> ainsi que <https://www.freie-radios.net/83343>.

40 Emily Rauhala: Duterte: Hitler killed millions of Jews, I will kill millions of drug addicts, washingtonpost.com du 30.09.2016.

Pour lui, les mouvements sociaux, tels que le mouvement des sans-terre, doivent être traités à l'avenir comme des « terroristes »⁴¹.

Que feront les nazis « soucieux et concernés » de l'Allemagne alors que la « Merkel disparaît » réellement, que l'économie s'effondre et que les années 50 dorées ne veulent pas être restaurées ? Les individus des milieux « syphilités de gauche » touchés par le « délire du genre » seront-ils alors lâchés dans la nature pour être abattus ? Les fantasmes et les commentaires de divers nazis de l'AfD ont déjà montré que ces hypothèses ne sont pas si exagérées⁴². L'« appareil de sécurité » de plus en plus barbarisé – l'« État profond » - y apportera certainement sa « contribution » tôt ou tard⁴³.

Il est parfaitement évident que le régime capitaliste est devenu intenable. La crise, qui a déjà plongé une grande partie de la « périphérie » dans une misère de masse, est aussi depuis longtemps devenue réalité dans les États capitalistes du centre. Les derniers « îlots de prospérité » sont confrontés à un « appauvrissement de rattrapage ». Dans le même temps, l'État réarme ses milices et souffre lui-même d'une finançabilité de plus en plus précaire. Il est donc possible, qu'à l'avenir, la répression ne s'inscrive plus dans un « cadre ordonné » et qu'elle ne fasse qu'aggraver le désordre public, c'est-à-dire la barbarie, dans toute tentative de maintenir l' « ordre public ».

Dans ce numéro de *Exit !*, devront être critiquées diverses distorsions idéologiques de plus en plus manifestes et efficaces, surtout aujourd'hui, à une époque où les situations sociales s'aggravent. Elles se traduisent, par exemple, par l'aspiration à la renaissance de la souveraineté de l'État-nation, comme l'exigent souvent diverses « nouvelles droites » ou « rouges-bruns » ; ou alors par une « théologisation » du *Zeitgeist* postmoderne⁴⁴, qui se manifeste chez divers philosophes se référant à St. Paul (comme Badiou et Agamben). Il est également important de souligner que la « barbarisation des appareils de sécurité » et la fascisation décrites ci-dessus ont certes atteint, ces dernières années, une nouvelle qualité dans les centres occidentaux, mais ont néanmoins une histoire qui dure depuis des décennies. Roswitha Scholz commente l'article de Robert Kurz « La démocratie mange ses enfants - Remarques sur le nouveau radicalisme de droite »⁴⁵ de 1993. Elle extrait des thèses centrales de ce texte relatives à différents domaines (économie, politique, rapports de genres, etc.) et décrit les développements dans ces domaines jusqu' à l'été 2018. Elle conclut que l'analyse fondamentale de Kurz selon laquelle la démocratie et le national-socialisme/fascisme ne sont pas structurellement opposés, mais que des aspirations d'extrême-droite et la pensée qui en fait partie émergent de la démocratie-même en tant que forme organisationnelle du capitalisme, même si elles ne sont pas identiques. C'est seulement depuis le krach financier de 2008 - alors que les idéologies d'extrême-droite, le populisme et la violence qui leur correspondent, se répandent dans le monde entier, entre autres par les appareils militaires et de police - que cela devient visible dans toute son ampleur, écrit Scholz. Son essai s'intitule donc « La démocratie mange toujours ses enfants - encore plus aujourd'hui ».

41 Cf. par ex. Harald Neuber: Brasilien: Militär in Regierung, soziale Bewegung « terroristisch » [Brésil : l'armée est dans le gouvernement, le mouvement social est « terroriste »], *Telepolis* du 31.10.2018.

42 Tomasz Konicz: Eine ganz normale (Nazi)-partei? [Un parti (nazi) tout à fait normal?], *Telepolis* vom 15.05.2018.

43 Tomasz Konicz: Von der Postdemokratie in den Vorfascismus [de la postdémocratie dans le préfascisme], *Telepolis* vom 06.10.2018 ainsi que Kaul, Martin; Schmidt, Christina; Schulz, Daniel: Rechtes Netzwerk in der Bundeswehr – Hannibals Schattenarmee [réseau d'extrême-droite dans la Bundeswehr – l'armée de l'ombre d'Hannibal], *taz.de* du 16.11.2018.

44 Roswitha Scholz avait déjà attiré l'attention sur ce point en 2006 : Die Rückkehr des Jorge – Anmerkungen zur « Christianisierung » des postmodernen Zeitgeistes und dessen dezisionistisch-autoritärer Wende [Le retour de Jorge - Notes sur la « christianisation » du *Zeitgeist* postmoderne et son retournement autoritaire et décisionniste], in: *exit!* – *Krise und Kritik der Warengesellschaft* Nr. 3, Bad Honnef 2006, 157–175.

45 « Die Demokratie frisst ihre Kinder - Bemerkungen zum neuen Rechtsradikalismus », 1993, *exit-online.org*.

Dans la dernière partie, Scholz critique l'article de Daniel Späth « Querfront allerorten » [« Rouges-bruns partout »], qui a été publié dans *Exit !* numéro 14. Späth n'a pas suffisamment pris en compte le glissement vers l'extrême-droite au plus tard après la fin du socialisme du bloc de l'Est, mais il a plutôt donné l'impression que ce glissement des dernières années était tombé du ciel. Ainsi, Späth ne tient pas compte d'élaborations essentielles dans le contexte de la critique de la valeur(-dissociation), y compris du texte kurzien de 1993. De plus, il ne commente pas les chevauchements entre la gauche dans toute sa diversité et la droite extrême, que le concept de *querfront* [front transversal] englobe habituellement, mais plutôt ceux qui existent entre le néolibéralisme et les (nouvelles) idéologies de droite.

La contribution de Gerd Bedszent « Staatsgewalt vom Beginn der Neuzeit bis heute - Der Nationstaat als Geburtshelfer und Dienstleister der Warenproduktion » [L'autorité de l'État depuis le début des temps modernes jusqu'à nos jours - L'État-nation comme sage-femme et fournisseur de services pour la production de marchandises] traite du rétablissement des structures nationales revendiqué par la nouvelle droite.

Bedszent commence par une esquisse historique, caractérisant l'État comme une construction socio-économique relativement jeune qui a émergé au début des temps modernes comme une alliance d'intérêts entre les dirigeants absolutistes et la bourgeoisie urbaine. Il caractérise la dualité du pouvoir de l'État et de l'économie marchande comme décisive pour l'économie nationale émergente - les appareils bureaucratiques étaient des outils pour transformer la population en sujets fonctionnels de l'économie marchande et aussi pour gérer les conflits avec les économies nationales concurrentes. Aujourd'hui, la crise structurelle de l'économie mondiale prive les appareils administratifs des États-nations de leur base financière. La dénationalisation qui a suivi le déclin de l'économie a déjà causé de terribles ravages dans une grande partie de l'Afrique, de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est et s'étend actuellement aux régions développées d'Europe occidentale et nord-américaine.

L'incapacité structurellement conditionnée des appareils politiques à faire face aux conséquences de la crise mondiale favorise l'émergence de courants politiques obscurs qui se réfèrent positivement à l'histoire prétendue héroïque des débuts du capitalisme. Dans le monde de la pensée sommaire des idéologues de l'extrême-droite, cependant, les développements économiques n'existent guère. Leurs revendications se limitent à l'exclusion répressive des victimes des effondrements économiques et des guerres de distribution post-étatiques. La vague de violence d'extrême-droite qui fait rage en Allemagne depuis plusieurs années est donc une stratégie sinieuse de gestion de crise.

Comme le prouve Bedszent, la stratégie préconisée par la Nouvelle Droite de créer des appareils de pouvoir à petite échelle isolés du monde extérieur ne peut - même théoriquement - pas marcher. Or, de telles entités ne sont pas viables sans financement extérieur, et comme il ne s'agit pas de créations d'État, ces entités sont simplement simulées. Dans les faits, les activités des milices citoyennes d'extrême droite et d'autres mouvements particularistes ne font que contribuer à la désagrégation du monopole de la violence ; le processus d'érosion des appareils de la violence de l'État n'est donc pas stoppé par les activités des radicaux de droite, mais favorisé.

Au milieu des processus de crise de la socialisation capitaliste, le religieux est en plein essor et propose diverses offres de bonheur, de soulagement et de refuge. La recherche fébrile d'offres de salut se mêle à un nouvel intérêt pour Saint Paul, qui a gagné une nouvelle place dans la pensée philosophique - comme c'est le cas entre autres pour les philosophes Alain Badiou et Giorgio Agamben. Dans sa contribution « Dans la crise ne peut-on plus que prier ? Sur la fuite philosophique

dans le messianisme paulinien⁴⁶ », Herbert Böttcher se consacre à ce messianisme coulé dans la philosophie.

L'intérêt de Badiou se concentre sur Paul en tant que révolutionnaire. Par l'évènement de sa conversion à l'évènement-Christ, Paul devient un critique de la loi juive et de la pensée grecque et donc le fondateur d'une nouvelle vérité universelle qui deviendra la base de la constitution d'un sujet militant. A partir de l'impuissance dont il souffre sous le capitalisme, le sujet redevient capable d'agir, pour ainsi dire, à partir de rien, s'il reste fidèle à un événement vide de contenu et à sa vérité à partir d'une décision existentielle.

Giorgio Agamben, lui, veut briser le ban d'un état d'urgence qui devient un état normal. Avec l'aide de Paul, il construit un reste messianique qui libère du destin et un « temps qui reste » rédempteur, ce qui deviendra chez lui la base d'une vie messianique sur le mode du « comme si ce n'était pas », en clair : une vie sous le capitalisme comme s'il n'existait pas. Alors que Badiou cherche à établir une identité entre la vérité et le sujet, Agamben cherche une non-identité qui échappe à toute définition du contenu.

Böttcher montre que les deux auteurs se retrouvent dans leur renoncement à faire une analyse du capitalisme comme « totalité concrète », ainsi que par leur recours direct aux traditions pré-modernes, qui ignore toute contextualisation historique et donc la question des rapports de domination. En plus des erreurs théologiques, cela conduit à une instrumentalisation simple de Paul pour leur propre pensée. L'intérêt philosophique nouveau pour une figure religieuse va de pair avec une ouverture postmoderne à la religion qui comporte des traits décisionnistes et autoritaires, et fermés à la réflexion. Il est lié à une pensée philosophique et théologique qui remplace la justification et la réflexion critique de son contenu par une référence à l'authenticité des expériences et à la nécessité d'une décision existentielle. Il s'avère tout aussi anti-réflexion et fondamentaliste que les produits spirituels offerts sur les marchés ésotériques ou dans les églises.

Ces dernières années, la « politique identitaire » de la gauche et aussi de la gauche libérale a fait l'objet de nombreuses critiques. Ça commence à chauffer aussi dans le milieu *queer* ces derniers temps, comme en témoignent notamment la publication du livre « Beißreflexe »⁴⁷ en 2017 et d'autres publications ultérieures dans la « Kreischreihe »⁴⁸. Thomas Meyer traite en particulier de la politique identitaire *queer* dans son texte « Le genre entre signe de jeu performatif et biologisation – Une critique de la *queerité* postmoderne tardive et du discours médical autour de la 'transsexualité' »⁴⁹. Il souligne que les critiques, telles qu'elles sont formulées à juste titre aujourd'hui contre le « *queer* », existaient déjà du côté féministe dans les années 1990. En particulier, le texte avance le fait que l'exigence du milieu *queer* de la reconnaissance des identités « déviantes » n'est pas nécessairement non problématique. Cela, Meyer tente de le montrer en retraçant le discours médical attaché au phénomène de la « transsexualité ». Il s'agit de démontrer qu'à travers ce discours sur la transsexualité (le « transsexualisme »), le malaise dans la coercition binaire du genre, l'échec de ne pouvoir se classer sans équivoque dans les caractères bourgeois de genre ont historiquement pris la forme d'un problème médical, et finalement chirurgical. Ainsi, la sexualisation forcée n'est pas critiquée, mais perpétuée et biologisée dans les faits. La flexibilisation des codes de genre dans la postmodernité n'a

46 « Hilft in der Krise nur noch beten? – Zur philosophischen Flucht in paulinischen Messianismus ».

47 « Réflexes de mordre ».

48 « Série de hurlements ».

49 « Geschlecht zwischen performativer 'Spielmarke' und Biologisierung - Eine Kritik spätpostmoderner Queerness und der medizinische Diskurs um 'Transsexualität' ».

rien changé à cela. La politique *queer* de reconnaissance est donc loin d'être à la hauteur, surtout dans le contexte de la « barbarisation du patriarcat » (Roswitha Scholz) et de l'existence de mouvements fascistes qui exigent des relations de genre « traditionnelles ».

Dans le n° 14 d'*Exit !* de 2016, a été publiée la première partie d'une série prévue par Richard Aabromeit sur l'histoire de la monnaie. Le texte « L'argent, mais c'est simple, non ? »⁵⁰ a cependant fait l'objet de nombreuses critiques. Dans sa forme publiée, il ne répondait nullement aux exigences de la critique de la valeur-dissociation. Bien qu'il ne puisse être question d'une théorie de l'histoire élaborée à l'intérieur de la critique de la valeur-dissociation, l'exigence a été souvent rappelée qu'un texte ne devrait pas tomber en-dessous d'un niveau déjà atteint, même s'il n'est parfois que fragmentaire. Dans sa contribution « Au sujet de l'aporie persistante de l'histoire – *addendum* à “L'argent, mais c'est simple – non ?” »⁵¹, Thomas Meyer résume d'abord quelques idées de base de la théorie de l'histoire de la critique de la valeur-dissociation, puis se tourne vers les points problématiques du texte d'Aabromeit.

La contribution de Jan Luschach « Sur la polarité immanente de la théorie de l'histoire bourgeoise »⁵² porte sur la problématisation, depuis la perspective de la critique de la valeur-dissociation, de certaines hypothèses de base de la théorie moderne de l'histoire, comme elles se retrouvent au XIX^e siècle dans la métaphysique de Hegel du progrès, d'une part, et dans le dit historicisme d'autre part. Il faut montrer que les deux approches théoriques évoluent dans le cadre d'une même forme de pensée et n'occupent sous cette forme que les pôles opposés du « concept » et de la « représentation ». Si la philosophie téléologique et ontologique de l'histoire de Hegel peut être évaluée comme une autonomisation du concept demeurant complètement insensible à son objet, alors la conception historique de l'historicisme est particulièrement proche de l'objet, mais s'avère une simple hypostase de la contingence historique. Il se perd dans le mode de connaissance de la représentation et de l'intuition pures, ce qui rend impossible la formation d'un concept critique. Contre ces fausses alternatives et en référence aux réflexions de Robert Kurz sur l'histoire en tant qu'« histoire de rapports fétichistes », qu'il avait développées pour la première fois dans ses textes sur « L'histoire comme Aporie »⁵³, sont discutés les questions de continuité et de discontinuité, les points communs et les différences entre les rapports capitalistes et pré-modernes.

En outre, le livre *Les guerres de l'ordre mondial*⁵⁴ de Robert Kurz a été partiellement traduit en français : *Impérialisme d'exclusion et état d'exception*, Paris 2018, aux Éditions Divergences ; en portugais une anthologie avec entre autres « La crise de la valeur d'échange »⁵⁵ de Robert Kurz chez Editora Consequência : *A Crise de Valor de Troca*, Rio de Janeiro 2018 ; la monographie d'Anselm Jappe sur Guy Debord a été rééditée en anglais, Oakland 2018 chez PM-Press (première édition 1999). Le réseau œcuménique Rhin-Moselle-Sarre a publié l'anthologie « La question du tout - Sur le parcours social-critique du Réseau œcuménique à l'occasion de son 25^{ème} anniversaire »⁵⁶, Koblenz 2018. Ce volume contient des articles de Herbert Böttcher, Robert Kurz, Roswitha Scholz

50 « Geld ist doch klar – oder? ».

51 « Zur anhaltenden Aporie der Geschichte - Nachtrag zu Geld - ist doch klar, oder ? ».

52 « Zur immanenten Polarität bürgerlicher Geschichtstheorie ».

53 « Geschichte als Aporie », *exit-online.org*.

54 « Weltordnungskrieg », Horlemeann, 2003.

55 « Die Krise des Tauschwertes ».

56 « Die Frage nach dem Ganzen – Zum gesellschaftskritischen Weg des Ökumenischen Netzes anlässlich seines 25jährigen Bestehens », Koblenz, 2018.

et Leni Wissen, entre autres. Tomasz Konicz a également publié un livre électronique chez Heise : *Le fascisme au XXIe siècle - Croquis de la barbarie menaçante*⁵⁷. Ce recueil d'articles résume divers aspects de la fascisation des dernières années.

Thomas Meyer pour la rédaction d'*Exit !* en novembre 2018.

Traduction de l'allemand : Johannes Vogeles, relue avec Nina Delcroix et Michel Lory

57 « Faschismus im 21. Jahrhundert – Skizzen der drohenden Barbarei », Heise, 2018.